

Contre le racisme

Nous avons reçu, avec prière d'insérer, le communiqué ci-dessous de la Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France. Nous reproduisons très volontiers cette déclaration de l'organisation des Etudiants d'Afrique noire en France, qui depuis plusieurs années n'a cessé de se trouver à la pointe de la lutte contre l'impérialisme. Cette fois-ci encore, elle montre nettement par ses déclarations qu'elle n'a pas d'illusions sur la volonté du gouvernement français à combattre les racistes, et elle n'éprouve nullement la nécessité de dissimuler la volonté des étudiants noirs d'assurer, le cas échéant, leur propre défense.

Les derniers mots de cet appel s'adressent directement aux organisations françaises hostiles au racisme. C'est en premier lieu dans la classe ouvrière et ses organisations qu'il faut faire connaître ce message, en exigeant qu'il soit pris très au sérieux, et que la lutte contre le racisme ne soit pas réduite à quelques déclarations plus ou moins pleurnichardes, mais soit digne de la position adoptée par les étudiants noirs eux-mêmes.

Après les Etats-Unis et l'Angleterre, la France devient le théâtre de manifestations incontestablement racistes.

De jeunes nervis s'attaquent de plus en plus souvent à des étudiants noirs.

Ainsi, dans la nuit du 1^{er} mai, notre camarade Oyono a été agressé et blessé boulevard Saint-Germain à Paris.

De même, vendredi 29 mai, à la gare du Nord (Paris), 4 étudiants noirs ont été frappés et blessés par une quinzaine d'individus.

Nous attirons l'attention des autorités françaises et des Gouvernements d'Afrique noire sur ces faits, conséquence logique de l'impunité dont ont joui jusqu'à ce jour les organisations fascistes du genre de Jeune Nation.

Nous affirmons solennellement que nous sommes résolus à assurer notre défense par nous-mêmes, si le gouvernement français s'avérait peu disposé à mettre fin à ces activités racistes. Nous nous défendrons aussi bien en France qu'en Afrique noire.

D'ores et déjà, nos dispositions sont prises pour parer à toute nouvelle agression et pour que notre défense soit assurée de Paris à Pointe-Noire.

Nous lançons un appel à toutes les organisations universitaires et à tous les mouvements démocratiques français pour qu'ils s'opposent, avec nous, à cette vague de haine raciale qui déferle actuellement sur certains pays européens.

Le Comité Exécutif.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
mensuelle à 12 pages

— 1 an: 12 numéros 400 frs
— Sous pli fermé 800 frs

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

Une Commission veille sur nos libertés

Il existe une Commission de sauvegarde des libertés composée de très hauts dignitaires de feu la IV^e République restés au service de la V^e. Ils avaient été désignés pour veiller à ce que l'honneur de la France, etc..., ne soit pas entaché. Il faut croire que ces Messieurs ne lisent pas les journaux.

Cela fait déjà plusieurs années qu'un petit livre « la Question » avait été publié, dans lequel Henri Alleg, directeur du journal communiste d'Alger, avait décrit les tortures auxquelles il avait été soumis. Ce livre a été traduit en plusieurs langues. Henri Alleg est toujours détenu. Quant aux tortionnaires, ils sont tranquilles. La justice vient tout de même de se réveiller: c'est pour demander à Mme Alleg comment le récit d'Alleg était parvenu à un éditeur...

Depuis plusieurs années aussi a disparu le mathématicien Maurice Audin. Toute l'Université s'en est émue. La justice à Alger s'est permis de déferer Audin, manquant, devant un tribunal: coupable de communisme, le voici coupable de faire défaut. La Commission de sauvegarde veille sur nos libertés.

Mais, dira-t-on, bien que l'Algérie soit la France, il y a tout de même quelques différences. En

tout cas, pour les Algériens, la France c'est aussi l'Algérie. Nous n'avons cessé de mentionner le sort douloureux des Algériens en France, la répression qui s'exerce sur eux. Mais il vient de se produire un événement qui souligne toute la tragédie des Algériens vivant en France: l'assassinat de l'avocat algérien Ould Aoudia la veille même du jour où il devait défendre les dirigeants de l'Association des Etudiants algériens, l'U.G.E.M.A. Le sentiment général qui, dans un tel cas, ne trompe pas est que le crime est signé. On sait qu'il y a des bandes dites de « contre-terrorisme » qui se livrent à des crimes contre les Algériens hors du territoire algérien. Les autorités allemandes elles-mêmes à leur façon l'avaient signalé. Il n'est pas possible que les autorités françaises soient ignorantes à ce sujet, il n'est pas possible qu'elles ne sachent pas de quel côté poursuivre leurs recherches. Mais elles ont autre chose à faire. Tout d'abord elles ont cherché à escamoter les obsèques de la victime. Et ensuite la plaidoirie qu'il allait prononcer, la plaidoirie que ses assassins l'empêchèrent de prononcer, cette plaidoirie vient d'être saisie. Maître Ould Aoudia sera vraiment silencieux.

Et la Commission de sauvegarde ne sait rien, n'entend rien, ne voit rien

LES JEUNES CONTRE LA GUERRE D'ALGÉRIE ET THOREZ

A la Conférence de la Fédération de Paris du P.F., Thorez a traité de ce qu'il appelle « les problèmes de l'armée ». En fait, il répondait à des courants qui se manifestent parmi les jeunes à refuser de participer à la guerre d'Algérie, plus ou moins par un refus de rejoindre l'armée. A ce sujet, Thorez a déclaré que Liechti et autres avaient fait preuve de courage personnel, mais qu'il s'agissait d'actes individuels, et que les communistes ne pouvaient pas, ne devaient pas se séparer de la masse qui ne suivra pas leur geste.

Thorez a escamoté toute la question. Il ne pouvait pas rappeler que Liechti avait agi de sa propre initiative et que la direction du P.C.F. avait pendant longtemps refusé de le défendre. Quant aux gestes de Guyot, Magnien, Letoquard..., tous fils de membres hauts placés du P.C.F., les membres du parti y avaient vu non pas des actes individuels, mais des stimulants pour une lutte de masse contre la guerre d'Algérie. L'explication « théorique » de Thorez risque de désorienter davantage les militants.

D'autre part, s'il est évident que des communistes ne conseillent pas des actes individuels, surtout à des jeunes dans l'armée; s'il est également vrai que, dans les conditions actuelles, les difficultés se sont considérablement accrues, Thorez fait le silence sur une période où il n'y avait pas d'actes individuels, mais des mouvements collectifs, sur la période du printemps 1956 où les rappelés bloquaient les trains à travers toute la France et où la tâche la plus élémentaire d'un parti qui se prétend communiste aurait été d'appeler les travailleurs à faire triompher ces mouvements collectifs et ainsi à faire arrêter la guerre d'Algérie. C'eût été dans l'application la plus évidente des principes léninistes. Mais à ce moment-là, la direction Thorez dénonça ces mouvements comme des provocations et vota les pouvoirs spéciaux.

C'est ce que paient aujourd'hui les jeunes soldats, soumis à « l'action psychologique » d'officiers réactionnaires, et tous les travailleurs. C'est cette situation extrêmement difficile qui suscite, chez certains désespérés de ne voir aucune issue, des tendances à des solutions individuelles tout aussi désespérées et sans issue.

La politique de Thorez, qui après avoir saboté la lutte contre la guerre d'Algérie continue à esquiver une lutte réelle, ne peut que nourrir des tendances aux solutions individuelles. Des espoirs seront rendus aux jeunes lorsqu'ils ver-

ront les travailleurs appelés à la lutte non pour le maintien des intérêts de la France (?), mais pour la défaite de l'impérialisme.

P.S. — Dans « France Observateur », G. Marinet — dans un article sibyllin pour la plupart des lecteurs — traite lui aussi de ces courants qui, voulant une action plus résolue contre la guerre d'Algérie, tendent vers des actions avant-gardistes ou d'ordre individuel. Martinet, dans son article, s'attaque violemment à ces tendances et cherche à se couvrir en déclarant qu'il a des divergences avec Thorez, divergences qu'il faut discuter avec celui-ci et la direction du P.C.F. On ne peut se montrer plus franchement opportuniste. Un marxiste révolutionnaire ferait exactement le contraire: discuter patiemment avec des courants de base sains mais désorientés, et combattre impitoyablement une direction traîtresse qui a contribué à provoquer une telle situation.

AIDEZ-NOUS !

Comme pour le numéro précédent, nous nous sommes trouvés contraints de réduire notre parution sur 8 pages, au lieu des 12 sur lesquelles nous paraissions depuis longtemps. La raison, répétons-le, en est la montée des prix, qui a accru considérablement nos dépenses, sans que nous ayons eu en contre-partie des ressources nouvelles suffisantes.

Notre appel du mois dernier nous a valu des souscriptions de lecteurs qui voudraient nous voir reparaitre sur 12 pages. Nous les en remercions bien vivement. Mais on comprendra que nous ne pouvons pas nous permettre de nous baser sur les souscriptions d'un mois.

L'aide dont nous avons besoin n'est pas seulement une aide financière. Il nous faut une diffusion plus grande. Sur ce point, chacun de nos lecteurs peut nous aider. Il suffit de nous faire parvenir des noms et adresses, avant tout de militants du mouvement ouvrier. Il n'est pas du tout nécessaire pour cela que ceux-ci soient actuellement proches des idées que nous défendons. Au contraire. La lecture d'un organe comme le nôtre, surtout dans les conditions présentes du mouvement ouvrier français, donne des résultats à plus longue échéance.

Souscrivez! Faites-nous parvenir des noms et adresses! Contribuez à la plus large diffusion de « la Vérité des Travailleurs »!